



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE, DU NEPAD ET DE LA PROMOTION
DE LA BONNE GOUVERNANCE**

.....
PROGRAMME D'APPUI A LA GOUVERNANCE AU SENEGAL (PAGS/GPAO révisé)

Le *jeudi 29 janvier 2015*, à partir de 16heures, s'est tenue dans la salle de conférence du Ministère de la Jeunesse, R+2 sis sur les lots n°22 et 23, Sud-Foire, *la réunion du Comité de Pilotage du Programme d'Appui à la Gouvernance au Sénégal (PAGS/GPAO révisé)*. La rencontre a été présidée par Monsieur Massamba SENE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance. Etaient présents, les représentants des structures suivantes, membres du Comité :

- la Direction de l'Investissement (DI)
- le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF)
- la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance (DPBG)
- le Bureau Organisation et Méthode (BOM)
- la Direction de la Planification (DP)
- le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGLDAT)
- l'Office National de Lutte Contre la Fraude et la Corruption (OFNAC)
- l'Assemblée Nationale (AN)
- la Cellule d'Appui aux Elus Locaux (CAEL)
- la Plateforme des Acteurs non Etatiques (ANE)
- l'Unité de Gestion du Programme (UGP).

1. Cérémonie d'ouverture

Madame Seynabou DIAW BA, représentant le PNUD, a exprimé son plaisir à prendre part à cette rencontre qui fait suite à l'atelier de planification. Elle a rappelé l'engagement du PNUD à appuyer le gouvernement du Sénégal dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de bonne gouvernance dans plusieurs domaines notamment, la gouvernance économique, la gouvernance politique, l'amélioration de la qualité des administrations publiques, la concrétisation de la réforme de l'Acte 3 de la décentralisation et l'appui au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).

Le Représentant du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, en l'occurrence Monsieur Cheikh Tidiane Senghor, a rappelé l'importance de la bonne gouvernance dans la Stratégie nationale de développement économique sociale matérialisée par la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. Il a également rappelé les enjeux attachés à ce programme qui avec le PRODES constituent des programmes phares pour le Gouvernement. Revenant sur la mise en œuvre du GPAO, il a souligné le contexte particulier de 2014 qui a rendu difficile le démarrage de certaines activités en souhaitant que le programme atteigne sa vitesse de croisière en 2015. Il a enfin réitéré l'engagement dudit Ministère à travers la Direction de

l'Investissement à jouer son rôle de coordination, de suivi et d'accompagnement pour l'atteinte des résultats escomptés au profit de toutes les parties prenantes.

Le Directeur de Cabinet a remercié l'ensemble des membres du Comité de Pilotage de leur présence avant de souligner l'importance du programme, pour le ministère en particulier et les Autorités en général, au regard de la place qu'occupe la bonne gouvernance dans la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent. Il a, par la suite, rappelé les missions du Comité de Pilotage qui joue un rôle important dans le dispositif institutionnel de gestion du programme dont les missions sont, entres autres, de veiller au bon déroulement du programme, de valider le plan de travail annuel et le budget y relatif, d'approuver le rapport d'activités et le bilan annuel du programme. Il a enfin réitéré l'engagement et la disponibilité du département à œuvrer de concert avec les partenaires pour l'atteinte des résultats attendus.

2. Installation du Comité de Pilotage

Après la cérémonie d'ouverture, le Directeur de Cabinet a procédé à l'installation officielle des membres du Comité de Pilotage (CP), au nom du Ministre de l'Intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance. Tous les membres du CP étaient présents.

3. Présentation et validation du PTA 2015

Monsieur Waly FAYE, Coordonnateur, a procédé dans un premier temps, à la présentation du programme en revenant sur le contexte, le lien avec les documents de politique, les points de rupture ainsi que les composantes, les produits et les mesures prioritaires retenues. Il a par la suite partagé le projet de Plan de travail 2015 en passant en revue, pour chaque composante, les activités retenues et les coûts associés ainsi que les structures bénéficiaires et partenaires d'exécution. Le budget total est de **436 000 000 FCFA** réparti comme suit : PNUD : **250 000 000 FCFA**. ETAT : **186 000 000 FCFA**

Les débats qui ont suivi la présentation ont permis aux membres du Comité de Pilotage d'aborder une diversité de points sous forme de questionnements, d'observations ou de suggestions. La substance des discussions se résument autour des points ci-après :

- la cohérence et la pertinence des orientations et des activités retenues relativement aux réformes et politiques en cours ;
- la qualité de la collaboration avec l'UGP et la disponibilité des acteurs à œuvrer activement avec celle-ci dans la mise en œuvre des activités ;
- l'attention particulière qu'il convient d'accorder à la gestion et au renforcement des ressources humaines dans les Collectivités Locales particulièrement des élues ;
- le phasage du plan de travail en séquences temporelles bien définies pour mieux faciliter l'exécution des activités du plan ;
- l'insuffisance des ressources allouées à certaines activités et structures bénéficiaires ; Ces contraintes budgétaires expliquent le recentrage des activités et la baisse des montants initialement prévus pour l'ensemble des activités ;
- le recentrage de l'appui à la programmation budgétaire à deux ministères au lieu de quatre compte tenu des contraintes budgétaires ;
- la mention de la contribution financière de l'ETAT pour la mise en œuvre du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP). A ce propos, des

clarifications ont été apportées sur le processus à l'œuvre pour la mobilisation de la contribution de l'Etat qui fait l'objet d'une requête transmise au Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan qui a donné son assurance quant à la mobilisation des ressources.

- la prise en compte dans le rapportage des activités sur financement de l'Etat ;
- la référence à la mention "GPAO" dans l'intitulé du programme pour permettre et faciliter la saisie des données dans le plan Atlas du PNUD ;
- l'ajout de certaines structures dans la colonne responsable pour élargir l'éventail des acteurs utiles dans la conduite de certaines activités;
- la précision de certaines lignes de dépense avec les structures bénéficiaires ;
- le rappel de la mise en place d'un comité de suivi restreint composé de la Direction de l'Investissement, de la Direction de la Promotion de la Bonne Gouvernance et du PNUD par arrêté ministériel. Ce Comité se distingue du mécanisme interne à travers un comité technique composé des points focaux pour appuyer l'Unité de Gestion du Programme pour une meilleure efficacité dans l'exécution du plan de travail ;
- la suppression dans le PTA des charges de gestion du PNUD ;
- les divergences de positions sur la proposition de suppression de l'activité « participation aux ateliers » d'un montant de 3 millions du financement du PNUD. La proposition a été faite par le PNUD d'orienter les ressources pour soutenir l'évaluation de l'effet 8 de l'UNDAF, sous peine de marquer sa réserve quant à son financement. A ce propos, le caractère stratégique de cette ligne dont l'intitulé cache le contenu a été souligné. Elle permet en effet de prendre en charge à la fois les frais de représentation, de participation aux divers ateliers, de formation du personnel de l'Unité de Gestion ainsi que les charges liées au suivi des activités de terrain de l'UGP.

L'importance de ligne ayant été soutenue par plusieurs membres du comité, elle a été maintenue sous réserve de spécifier la source de financement (Etat ou PNUD).

Par consensus, le projet de Plan de travail 2015 a été adopté sous réserve de la prise en compte des différentes observations du Comité.

4. Clôture

Dans son mot de clôture, le Directeur de Cabinet s'est félicité de la participation des membres du Comité de pilotage, de la qualité des contributions avant de réitérer l'engagement du Ministre à œuvrer pour la réussite de la mise en œuvre du Programme.

La réunion du Comité de Pilotage du PAGS a pris fin à 19heures avec un cocktail offert aux membres.

Le Rapporteur

Mouhamadou NIANG, Expert Suivi Evaluation de PUGP